**Questionnaire section II: Perspectives d’avenir**

La deuxième partie de cet appel de contributions aidera la nouvelle Experte indépendante sur la dette extérieure, les autres obligations financières internationales et les droits humains à déterminer les priorités afin d’examiner les questions cruciales et de relever les défis futurs pendant son mandat. Les sujets suivants ont été préalablement identifiés pour son travail. Les contributions, l’information, la documentation, les commentaires et les points de vue sur ces sujets ou la référence à d’autres sujets seraient les bienvenus.

1. **Crise humanitaire, de conflit et de santé, urgences naturelles et obligations financières :** La pandémie de COVID-19, comme d’autres types d’urgences et de crises, a exacerbé les inégalités existantes, révélant simultanément la concurrence sur des ressources rares et un accès limité aux liquidités nécessaires pour faire face à la crise, ainsi que les limites exacerbées par les transactions financières transfrontalières. Au cours des prochaines années, l’Experte indépendante vise à traiter les transactions internationales et les autres obligations financières dans le cadre de la COVID-19 et de la période post-COVID-19, tout en accordant une attention particulière aux obligations financières liées à la crise.

Questions : Quelles autres questions, liées à l’impact et aux résultats des urgences et des crises, ainsi qu’à la reprise socioéconomique, en particulier pour les pays à revenu faible et intermédiaire, pourraient être au centre du mandat dans les années à venir ?
2. **Environnement, flux financiers illicites, dettes et transactions financières :** Des ressources limitées sont actuellement consacrées au remboursement des créanciers étrangers, ou peuvent souvent se retrouver dans des banques de pays étrangers par le biais de transactions illicites. Alors que la crise climatique s’aggrave, le financement nécessaire pour atteindre les objectifs climatiques poussera les pays à une crise budgétaire plus profonde si des mesures sont prises, avec des conséquences désastreuses pour les droits humains.

Questions : Quelles questions concernant le rapatriement et la réduction des flux financiers illicites l’Experte indépendante devrait-elle explorer? Quelles questions le mandat peut-elle aborder pour mettre en évidence les solutions de rechange à long terme au financement climatique? Le mandat devrait-elle explorer les mécanismes financiers qui favoriseraient la réalisation d’un environnement propre et sain pour tous?

1. **Transparence de l’information financière et fiscale et des systèmes numériques :** Une plus grande transparence est un bien public communément admis pour guider les transactions financières. La participation, la responsabilité et la transparence sont également essentielles pour améliorer l’utilisation efficace de l’information et des ressources publiques pour les investissements dans les droits humains.

Questions : Quels mécanismes financiers et techniques sont nécessaires pour améliorer l’accès en temps opportun à l’information afin de tenir les décideurs responsables et de fournir des orientations efficaces aux États et aux autres intervenants ? Quelles questions l’Experte indépendante peut-elle aborder pour lier la protection des droits humains à une plus grande transparence financière internationale ?
2. **La légitimité budgétaire et l’évolution du contrat financier social :** Depuis des décennies, les audits citoyens et la budgétisation ont permis de mettre en évidence des pratiques fiscales illégitimes, tenir les gouvernements locaux et nationaux responsables du processus budgétaire et permettre une pratique plus participative dans la prise de décision, avec la participation de la population.

Questions : Quels mécanismes et bonnes pratiques ont fonctionné et sont documentés pour assurer une procédure budgétaire transparente et représentative? Quels écueils ont été relevés et devraient être évités? Quels liens y a-t-il entre les institutions financières nationales et internationales qui pourraient améliorer les processus participatifs pour améliorer l’espace fiscal pour l’investissement dans les droits humains?

**Veuillez indiquer tout autre sujet ou problème que vous aimeriez porter à l’attention de l’Experte indépendante pour examen au cours des prochaines années, et expliquer brièvement les raisons d’une telle priorisation.**